

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-059

DU 28 JANVIER 2022

APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA RÉGION ET LA SECRIF ET AFFECTATION D'UN ACOMPTE SUR LA SUBVENTION 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.4135-22 à L.4135-25 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens, et notamment l'article 10 ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget de la Région pour l'année 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-059 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

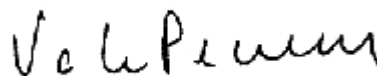
Article 1 :

Décide d'approuver la convention entre la région Île-de-France et la Société d'Entraide des Conseillers Régionaux d'Île-de-France (SECRIF) jointe en annexe de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Décide d'attribuer à la SECRIF un premier acompte d'un montant de 1 032 000 € et d'affecter une autorisation d'engagement du même montant, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP021-019 (102019) « Société d'entraide des conseillers régionaux », action 10201901 « SECRIF » du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134135-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention SECRIFF 2022-2025

CONVENTION
Relative au soutien de la Région Île-de-France
à l'Association Société d'Entraide des Conseillers
Régionaux d'Île-de-France (SECRIF)

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2022-059 du 28 janvier 2022
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part
et

Le bénéficiaire : L'Association Société d'Entraide des Conseillers régionaux d'Île-de-France (SECRIF)
Association loi de 1901 à but non lucratif
Dont le siège social est situé 33 rue Barbet de Jouy 75007 Paris (en cours de modification suite déménagement)
Représenté par son Président Monsieur François FERRUS mandaté par délibération en assemblée générale ordinaire du 15 septembre 2021.
N° SIRET : 45097902600017 (*en cours de modification suite déménagement*)
Ci-après dénommée « SECRIF »

d'autre part

PREAMBULE

Après avoir rappelé que :

La SECRIF a pour objet le versement d'une allocation-retraite aux élus de la Région d'Île-de-France ayant cotisé à cette fin durant la mandature 1986 - 1992 et titulaires d'une attestation de droits acquis délivrée par ladite association en mars 1992.

Le régime mis en place a été entériné à posteriori par la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et des retraites des élus locaux qui y a toutefois mis un terme ; l'article L 4135-25 du code général des collectivités territoriales faisant par ailleurs obligation à la collectivité territoriale concernée de couvrir, le cas échéant par une subvention annuelle d'équilibre, les obligations contractées par l'association à l'égard de ses membres.

Sont convenues ce qui suit :

ARTICLE 1. - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Région d'Île-de-France et de la SECRIF, dans le cadre de l'octroi d'une subvention à cette dernière pour la réalisation des actions définies à l'article 1 des statuts de

l'association, à savoir : suivre les droits acquis des élus, gérer le fonds de réserve de trésorerie et régler les pensions des élus de la mandature 1986 - 1992.

ARTICLE 2. - OBLIGATIONS DE LA SECRIF

La SECRIF verse trimestriellement une allocation-retraite à ses membres ayant droit. Elle s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires :

ARTICLE 2-1 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

- Communiquer à la Région toute modification concernant :
 - Les statuts
 - Le trésorier
 - Le Président de l'association
 - Le commissaire aux comptes
 - La composition du Conseil d'Administration et du bureau
 - Les coordonnées bancaires.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur.
- Fournir avant le 1^{er} novembre de chaque année l'avant-projet de budget de l'année à venir.
- Fournir pour chaque exercice avant le 1^{er} mai de l'année suivante :
 - Le bilan et les comptes du dernier exercice approuvés par l'Assemblée Générale et certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue par l'article L 822-1 du Code de commerce.
 - Le rapport d'activité annuel.
- Fournir un bilan financier recensant les dépenses et les recettes de l'association à l'appui de chaque appel de subvention. Il permet à la Région et à l'association d'assurer l'existence d'un fonds de roulement suffisant pour ouvrir le paiement des allocations de retraite.

La Région devra être informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.

- Ouvrir un compte ou un sous-compte bancaire pour les dispositifs financés par la Région permettant l'enregistrement des charges et des produits de ces activités et le calcul des frais des produits financiers.
- Faciliter le contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. En outre, la SECRIF produira toute autre information utile demandée par les services de la Région.
- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de la date de signature de la convention.

ARTICLES 2-2 OBLIGATIONS RELATIVES A LA CLAUSE ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse peut également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE LA REGION

La région a pour obligation, en référence à la loi du 3 février 1992, d'assumer par des subventions d'équilibre les charges correspondant aux allocations de retraite, ce qui revient à assumer la pérennité de l'activité associative de la SECRIF.

En conséquence, elle s'oblige à soutenir financièrement la SECRIF pour la réalisation de la mission définie à l'article 1 par l'attribution chaque année d'une subvention d'équilibre sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante.

La Région s'engage, en outre à mettre à la disposition de la SECRIF :

- Un bureau adapté à l'accueil de ses membres adhérents.
- Du matériel informatique et bureautique ainsi que l'accès aux services complémentaires nécessaires à la mise en œuvre de ses obligations relevant de l'article 2.

ARTICLE 4. - DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 - MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'association.

Le versement de cette subvention est effectué sur le compte établi au nom de l'organisme

Ouvert à :

N° compte :

Elle sera payable selon les modalités suivantes :

La subvention annuelle est mandatée en deux versements semestriels.

- Un premier acompte de 80% de la subvention annuelle est affecté par la commission permanente en début d'année civile, sous la forme d'un acompte calculé sur la base de la subvention inscrite au budget de l'année, et sur présentation d'un appel de versement de la subvention ;
- Le solde de la subvention est attribué lors d'une Commission permanente au cours du deuxième semestre de l'année, à l'issue d'une analyse des comptes annuels de l'exercice précédent, du rapport d'activité, d'une situation de trésorerie et des perspectives de l'année en cours.

Ces conditions de versement(s) devront lui permettre de constituer un fonds de réserve indispensable pour éviter toute rupture préjudiciable à un versement trimestriel régulier des allocations de retraite.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 4.2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5. -RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

Seront restituées à la Région les sommes qui n'auront pas été utilisées ou auront été utilisées pour un objectif qui n'a pas été prévu par la présente convention. Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessous.

En cas de dissolution de la SECRIF par extinction de son objet, la quote-part de subvention non utilisée sera automatiquement reversée à la collectivité. Cette quote-part étant assimilée à une dette de l'association vis-à-vis de la Région.

ARTICLE 6. - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

A l'exclusion de la détermination du montant annuel de la subvention, en application des dispositions de l'article 3, ci-dessus, toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

De même, si une action spécifique est confiée à l'association SECRIF, elle donnera lieu à la conclusion d'une convention particulière les modalités de réalisation et de financement de cette action.

ARTICLE 7. -DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la signature apposée par la dernière partie signataire. Elle est tacitement renouvelée annuellement, sans toutefois que sa durée ne puisse excéder quatre ans.

Si l'une des parties ne souhaite pas renouveler la convention, elle le signale à l'autre partie par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal en respectant un délai de quinze (15) jours avant le terme annuel.

ARTICLE 8. - RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par la SECRIF. Dans ce cas, la Région adresse à la SECRIF une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à la SECRIF la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception postal notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de la SECRIF par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêt définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9. - REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable, seront déférés à la juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires originaux, à

Pour la Région Île-de-France
la SECRIF

pour

(Signature et cachet)
et cachet)

(Signature